

Agriculture et bâtiment, les deux mamelles de la France

Le président de la République veut réorienter l'action du gouvernement vers les questions d'environnement pour la seconde partie de son mandat. Suggérons-lui d'approfondir ce choix stratégique dans deux directions qui serviront son ambition, et répondent à une demande quotidienne des Français : se nourrir et se loger. L'agriculture et le bâtiment ont en commun de structurer les territoires, de répondre aux défis environnementaux, de développer l'emploi local et d'alimenter des filières qui sédentarisent la richesse en France.

En dépit de son activisme et de ses bonnes intentions, Julien Denormandie, le ministre du Logement, a perdu une partie de ses arbitrages à Bercy. Faute de pouvoir taxer ce qui circule, le gouvernement s'est rabattu sur les biens immobiliers, par nature non délocalisables. Le

logement, c'est l'« ancien monde » et les propriétaires ne sont pas les plus à plaindre !

C'est oublier que les propriétaires sont d'abord des investisseurs de long terme qui contribuent à offrir une partie importante du stock de logements dans les zones tendues et participent à la construction des millions de mètres carrés habitables dont nous avons besoin. Il manque environ 1 million de logements en France et cette sous-capacité de l'offre entretient l'inflation des prix, à l'achat comme à la location.

Le projet du gouvernement est de supprimer la taxe d'habitation pour tous les Français. Elle est payée par les occupants d'un logement et représente une recette de 23 milliards d'euros. Où trouvera-t-on à les remplacer sachant que le gouvernement s'est montré pour le moment incapable de réduire les dépenses

de l'Etat ? La taxe foncière (39 milliards par an) payée par les seuls propriétaires devrait exploser. L'Etat laissera les communes arbitrer son taux à l'échelon local pour renvoyer la responsabilité de son augmentation sur les maires.

Les propriétaires ne sont pas l'« ancien monde » et les agriculteurs ne sont pas de simples jardiniers du paysage.

Le risque est que les investisseurs choisissent d'orienter leur épargne vers d'autres secteurs que le logement. Or, chaque logement construit répond à un besoin pressant et participe au déploiement des activi-

tés de service dans son périmètre. Si le logement n'est pas le sujet favori du président de la République, l'agriculture est encore plus éloignée de ses préoccupations. A défaut, le ministre chargé de ce secteur ne serait pas relégué au plus bas de l'ordre protocolaire du gouvernement.

Pour s'attirer les bonnes grâces d'une partie de l'opinion, sensible aux questions environnementales, le gouvernement a laissé prospérer une forme d'agribashing simpliste. C'est injuste pour le monde paysan, dont les méthodes de culture sont sous surveillance étroite et constante. En France, les agences publiques ont gagné leur indépendance par rapport au pouvoir politique et aux influences économiques. On peut leur faire confiance pour dire la science comme d'autres disent le droit !

Le président de la République doit réinvestir les politiques agricole et alimentaire, et rassurer les paysans français. La grande mode est aux circuits courts. Nous devrions considérer que la France est en soi un circuit court. Les agriculteurs français n'ont pas vocation à devenir les jardiniers de nos paysages, ils sont les acteurs de notre souveraineté alimentaire et font travailler l'industrie agroalimentaire. Ils participent de surcroît au dynamisme de la production et de l'innovation sur tous les territoires, y compris ceux que l'on présente comme désertifiés. Le logement et l'agriculture ne sont pas des sujets du vieux monde. Ils sont au contraire très modernes.

Pascal Perri est géographe et économiste.